

LA MODERNISATION RÉFLEXIVE ET LE SAVOIR DES ORGANISATIONS

Gilles Gagné

(Publié dans *L'essor de nos vies : parti pris pour la société et la justice*, Collectif étudiants UQUÀM, Lanctôt Éditeur et Société, Québec, 2000, pp. 123-143.)

- Scène de la vie quotidienne
 - Les bases matérielles de la société du savoir?
 - Les organisations et la réflexivité
 - Conclusion
-

*Les paradigmes qui structurent les questions de recherche ne cessent de se renouveler. Les divers courants théoriques qui traversent le champ de la recherche participent-ils l'avènement d'une société « réflexive »?*¹

Ma réponse à la question rapportée en exergue est « non ». Voici pourquoi.

Scène de la vie quotidienne

Une fois la carte introduite dans l'appareil, le système de traitement de la voix vous demande de choisir une langue, de nommer clairement la ville et l'abonné que vous voulez atteindre et de bien vouloir noter le numéro que l'on vous communiquera. Le service automatique de renseignement aux voyageurs où mène ce numéro vous demande ensuite de choisir entre plusieurs menus et, le choix étant fait, de nommer votre destination. À la gare, une autre machine, obéissant à une autre carte, vous offre d'autres menus et vous remet un billet, non sans vous adresser de pléthoriques remerciements. Sur le quai, votre voisin fouille dans sa poche, déplie une petite machine et défile, tout d'une traite et à l'intention de Rose, un pot-pourri de propos et de questions, lui disant qu'il est sur son départ, lui demandant si Jean-Marc a été prévenu, lui rappelant une échéance. Bref, il visait l'appareil auditif d'un être humain et il a atteint plutôt sa boîte « vocale ».

¹ Texte d'une communication au colloque du 20^e anniversaire de l'INRS Culture et urbanisation, en novembre 1999. Je reprends ici dans le titre de mon texte une partie du libellé de la question qui était posée aux invités. Le concept de « modernisation réflexive » désigne selon Ulrich Beck (puis selon Giddens et Lash, par exemple) la nature d'une seconde modernisation qui continuerait en partie la première tout en assumant les conséquences, prévisibles ou risquées. Cette idée tout-terrain remonte en gros à Talcott Parsons et elle vise aujourd'hui à prendre part d'une manière « constructive » au débat sur la postmodernité. On peut reconnaître qu'elle procède, en partie, d'une bonne intention politique, une chose qui n'a pas empêché de dormir ses vilains de prédilection, les postmodernistes de la déconstruction. En version partique, cela vous donne le « third way », c'est-à-dire une excellente manière de passer à côté de la question.

Ce résultat ne le démonte pas puisque le voici revenu à son gadget, grâce auquel il dépose, dans sa propre boîte vocale cette fois, la liste des menues opérations qu'il ne doit pas oublier de faire à son retour, le tout se terminant sur une litote rassurante : « Bon, ben, ça va pas pire ». Ayant pris place dans la machine qui le ramènera là où il croit vouloir aller, il déplie finalement son ordinateur et, cliquant sur des phrases qu'il prélève à gauche et à droite dans deux rapports de l'OCDE, il fabrique pour son patron un briefing portant sur le marché des brevets dans le domaine des additifs alimentaires. Ce document portera évidemment sa signature et il s'intitulera « Rapport de recherche ».

Bienvenue dans le monde des robots. Contrairement à toutes les prévisions et contrairement à d'aussi nombreuses promesses, ils ne servent pas le café au salon et, même s'ils consentent parfois à remplacer l'ouvrier qui tient le pistolet à peinture, ce n'est pas du tout de cette industrielle manière qu'ils nous rendent, aussi bien en quantité qu'en qualité, l'essentiel de leurs « services ». Ils se sont glissés dans la société, mais beaucoup plus haut (dans l'échelle sociale) que prévu. Contrairement au socialisme, ils ont un visage humain de même qu'une énigmatique voix féminine une voix dans laquelle on sent fortement la fleur d'un sourire.

Installés au cœur des rapports sociaux, ils s'occupent à faciliter les rapports des êtres humains entre eux, classant des communications, traitant des informations, contrôlant des opérations, transmettant des connaissances, emmagasinant du savoir, reliant des systèmes, « émulant » l'intelligence, multipliant les dollars et démultipliant les experts, le tout d'une manière parfaitement conviviale et en toute amitié avec l'utilisateur. Ils ont compris que ce n'est pas dans le rapport « brutal » à la nature « extérieure » que se trouve la jouissance, mais dans les idées que les hommes se font de ce que les autres pensent. Bref, c'est dans le monde de la circulation des images qu'ils veulent œuvrer et c'est dans ce monde qu'ils veulent faire valoir les talents inédits qui sont les leurs : ils sont capables, parfois, de mettre au service de la demande solvable les formes les plus poussées du centralisme, comme lorsque toutes les banques du monde ont leurs modems riviés sur la même variation du taux d'intérêt de la même banque américaine afin d'introduire en même temps cette variation dans leurs petites machinations nationales et permettre ainsi le grand « hand shake » planétaire de la finance. D'autres fois, ils ont la prudence de multiplier les centres à l'infini afin que tous les *Big Brothers* étatiques perdent leur latin (et leurs citoyens) dans une panoplie de blindages techniques, de protections juridiques et de blanchiments d'informations qui mettent fin à la transparence de l'espace public du savoir (de soi et du monde) au profit de la privatisation du *renseignement* et de la maîtrise industrielle de la génétique des êtres et des idées : à chaque organisation son petit panoptique interne, soigneusement retranché derrière un mur d'encryptage. S'étant liés d'amitié avec le consommateur, finalement, ils sont disposés à relier pour cet insignifiant quoi que ce soit avec n'importe quoi, pourvu que l'affaire soit parfaitement arbitraire, et ils sont capables pour cela à lancer comme des synapses des légions d'opérations jusqu'aux confins de l'empire des signes.

Les signes, dites-vous? Nous voici donc sur les lieux de leur travail, c'est-à-dire à ce point où il nous faut faire un petit détour par la nature du travail de leurs ancêtres, ceux

de la société industrielle. Les machines de jadis, on le sait, s'étaient accouplées à la « force » plutôt qu'à ses idées, et elles s'occupaient de la transformer d'une « forme » à l'autre pour soulager la « force de travail » proprement dite; de sa forme chimique à sa forme mécanique en passant par sa forme animale pour faire retour à sa forme calorique, elles baladaient l'énergie d'une forme à l'autre selon le principe que « rien ne se perd, rien ne se crée », et elles donnaient aux hommes l'occasion de prélever sur ce vaste processus, ici ou là, des utilités pour leurs besoins. Ces machines, on le sait aussi, trouvèrent un jour leur maître dans une loi de la dégradation de l'énergie en chaleur, dite deuxième loi de la thermodynamique. Cela fut pour tout le monde, machines y compris, une très mauvaise nouvelle, l'annonce du fait que tous les systèmes physiques étaient « finis », l'introduction dans le monde moderne d'une nouvelle conscience (écologique) des limites de notre développement « matériel ». L'idée d'un tiédissement généralisé des systèmes physiques, et la conscience de toutes les petites dégradations intermédiaires que cela suppose, est restée depuis lors une des métaphores de notre finitude, une finitude à laquelle seule résiste encore la « sphère » *informatisée* de la finance virtuelle.

La question se pose cependant de savoir si les robots qui s'occupent aujourd'hui des hiéroglyphes humains ne vont pas nous exposer à une semblable loi de la dégradation du symbole en signal et nous envelopper dans le silence en nous submergeant dans leur bruit. Nous avons beau répéter depuis quarante ans que l'information est la matière « première » de l'actuelle révolution scientifique et technique, je me demande parfois si nous avons commencé vraiment à comprendre ce que nous voulons dire par là.

Les bases matérielles de la société du savoir?

Parmi tous les nombreux noms de baptême dont ont été affublées les sociétés avancées au XX^e siècle, c'est celui de « société postindustrielle » qui a duré le plus longtemps. « L'ère technotronique » de Brzezinski était trop difficile à prononcer, la « société du spectacle » a englouti son concepteur dans les eaux de ses fonts baptismaux et je ne suis pas certain que nous pourrions nous mirer pendant bien des années dans celles de la « société réflexive » que l'on nous propose aujourd'hui. Quant à la société postmoderne, la notion a eu le malheur de venir au monde avec un « isme » accroché au nez et de donner prétexte à d'interminables controverses à ceux qui en refusaient le concept parce qu'ils étaient les militants de sa réalité.

Revenons donc à l'antique société postindustrielle des années cinquante et soixante. Réduit à leur plus simple expression les phénomènes que l'on associait habituellement à la « postindustrialisation » des sociétés avancées tournaient autour de la *croissance* du tertiaire, *développement* du secteur public, de la *multiplication* des secteurs professionnels de la main-d'œuvre (et, en conséquence, de l'apparition d'une classe moyenne de cols blancs), de la généralisation de la division internationale du travail (et, donc, de la circulation planétaire du capital) et de la *montée* des entreprises basées sur la science. Présentés de cette manière, tous ces phénomènes avaient l'air de simplement prolonger au XX^e siècle des tendances historiques déjà présentes dans les sociétés industrielles du XIX^e, mais de le faire en décrivant un déplacement graduel des « bases

matérielles » de la société. En voyant les choses de cette manière, on pouvait sauter par-dessus le long hiatus allant 1914 à 1945 et saisir le présent en commençant par faire la lumière sur « l'infrastructure » de la nouvelle société. Comme les sociétés avancées étaient devenues sceptiques face aux « grands récits » de l'ascension humaine et qu'elles se trouvaient désormais placées devant leur propre devenir comme devant une énigme, incertaines de leur place au sommet de l'évolution, ce retour à la *base* semblait de bon aloi.

Le postulat théorique selon lequel il faut s'intéresser aux « bases matérielles » de la vie sociale pour comprendre une époque débouche cependant ici sur une difficulté inédite, du moins par rapport aux défauts que l'on reprochait jadis à ce postulat quand on le jugeait bassement « matérialiste » : il se trouve en effet que l'infrastructure des sociétés postindustrielles que l'on désigne de cette manière partage avec les superstructures normatives, idéologiques, juridiques et politiques le caractère « immatériel » que l'on feint pourtant, dans cette analyse, de réserver aux superstructures. Plus nous insistons sur le savoir, la communication, l'information, les idées, les signes, les codes, les images, et les symboles pour décrire la nouvelle économie du savoir, et plus nous voyons dans leur production, leur traitement, leur accumulation, leur circulation, leur contrôle et leur manipulation les opérations décisives de la société contemporaine, plus nous perdons alors l'avantage de la distinction conceptuelle qui devrait faire la lumière sur l'époque. Car si la pratique productive est maintenant fondée sur la manipulation des signes, la manipulation des conditions de la manipulation des signes fait alors elle-même partie de la pratique productive de *base*. Bref, l'infrastructure c'est la superstructure, comme disait Orwell, et les robots de tout à l'heure en sont à la fois les petits fonctionnaires et les grands artisans.

J

Je crois que ce paradoxe d'une « économie du savoir » est aussi mystérieux aujourd'hui qu'il y a 40 ans. Par opposition à cette ubiquité actuelle du travail sur les conditions symboliques de l'action, par opposition à cette généralisation et à cette décentralisation fractale du travail sur la matière première du symbolique, les institutions de la société moderne correspondaient plutôt à une centralisation maniaque de la capacité d'opérer sur « l'ordre » symbolique. Quand on ne savait plus qui était le père, par exemple, quand dans la culture commune on ne s'entendait plus sur son identité, le pouvoir d'État opérait sur la culture au moyen de la loi : le père, disait alors le droit, « est le mari de la mère », opération toute formelle sur un symbole préalable de la culture, opération qui, à son tour, faisait de la place pour le travail de l'institution judiciaire. La capacité unifiée, centralisée et hiérarchisée de faire norme en refaisant la ligne du sens, de prendre pouvoir sur l'acteur en donnant une forme à ses rapports aux autres et de donner « forme » en se tenant en équilibre instable entre l'arbitraire de la décision et la sublimation de la culture, cette capacité, donc, concentrait vers elle tous les débats normatifs de la société civile et attirait vers ce lieu, dit du *pouvoir*, toutes les puissances de la société. Puisque tout pouvoir sur l'action sociale était d'abord pouvoir sur la norme du rapport social, puisque tout pouvoir d'instituer la norme était manipulation des normes de la culture qui précédaient l'institution, la production symbolique du rapport social était

concentré dans l'État et l'État, agissant au grand jour du principe de publicité, était le détour de l'action sur soi de la totalité sociale, le lieu, bref, de sa réflexivité.

Ce qui caractérise par contre les sociétés d'organisations, c'est la fragmentation et la généralisation d'une telle capacité d'action sur la société, généralisation qui transforme la société en de multiples environnements structurés chacun par les différentes capacités d'agir sur eux dont dispose toute organisation capable d'agir sur elle-même. Capacité locale d'opérer sur un environnement, c'est-à-dire de le définir en se définissant elle-même, l'organisation ne s'impose à l'environnement qu'en s'adaptant à ce qu'il est, et elle ne s'y maintient qu'en effectuant les opérations qui reproduisent sa capacité opératoire. Si une *machine publicitaire* peut, le lundi soir à 19h00, faire asseoir trois millions de Québécois devant une petite boîte à images pour les convaincre de la *petite vie* de plaisir qu'il y a à avaler les petits gâteaux qui les attendent dans des petits sacs, c'est que cette machine a ordonné ses opérations dans le respect de son environnement, ce qui lui confère en retour la capacité de le manipuler pour qu'il contribue à accroître sa capacité opératoire. L'organisation, qui est autoréférentielle, n'a ni mission dans la société, ni responsabilité devant des tiers, ni devoir-être particulier. Mieux : elle a aboli (enfin?) la distinction moderne entre la norme et le fait. Elle obéit, comme à un impératif catégorique, à l'environnement quelconque qu'elle s'est donné, et les modifications qu'elle y introduit en retour ne sont que le passage à l'acte de sa puissance de fait : l'organisation alors est « effective », c'est-à-dire qu'elle est une contrainte arbitraire pour son environnement, parce qu'elle a rendu effective en elle l'arbitraire de cet environnement. Ayant aboli la distinction de la norme et du fait en allant dans la direction inverse de celle que voulaient suivre les institutions modernes, l'organisation ne reconnaît donc « dans » son environnement que les signes qui s'adressent à ses opérations, c'est-à-dire ceux qui les confirment en les guidant, et elle ne peut transformer cet environnement qu'en y imposant ce qu'elle est déjà, en fait, c'est-à-dire qu'en y signalant sa propre réalité.

Les organisations et la réflexivité

Le développement des organisations, bref, nous éloigne forcément d'une *société* réflexive puisque les organisations, en tant que telles, ne connaissent ni l'unité synthétique d'un sujet du symbolique (puisqu'elles ne connaissent pas la tension entre la norme et le fait qui tiendrait cette unité dans l'être), ni l'unité d'un monde qui leur serait commun (puisqu'elles ne connaissent pas l'idéal d'un discours de vérité qui porterait sur ce monde commun)². Relais de « l'économie du savoir », elles « connaissent » (le mot est sans doute excessif) le « monde » quelconque qui les reproduit parce qu'elles le reproduisent, savoir qui n'est cependant jamais l'esprit de ce monde puisqu'il est sa réalité immédiate, savoir qui ne peut donc pas fonctionner comme désignation d'une instance transcendante par où le sujet pourrait faire un détour pour supporter dans l'être son aspiration à l'universel. Ces savoirs ne sont donc pas davantage destinés à tenir dans la

² On trouvera un exposé systématique de cette question dans « La dissolution postmoderne de l'identité transcendante: la dialectique du rapport entre l'identité individuelle et les formes de la participation sociale », dans P.-L. Assoun et M. Zafiroopoulos (dir.), *Les solutions sociales de l'inconscient*, Paris, Éditions Anthropos, 2001, p. 73-138.

tête d'un être humain qu'ils ne sont destinés à faire « corps » pour être transmissibles et les individus entre lesquels se divise le savoir des organisations ont en partage un savoir qu'ils ignorent. Tout comme dans la *Qualité Totale*, l'un est le sourire de l'organisation, l'autre son représentant auprès des banques et l'autre encore son souci du bon ajustement des portières; l'intégration interne de chacun des multiples « savoirs » de l'économie du savoir a donc la forme d'un ajustement technobureaucratique de fonctions diverses et nullement celle d'une synthèse vivante d'expériences humaines accumulées, une synthèse qui serait susceptible de structurer le rapport d'un sujet au monde, aux autres et à lui-même. En ce qui regarde le savoir, l'organisation est ainsi le lieu par excellence de la *supersedure of meaning by fonction* (Zijderveld), à quoi on pourrait ajouter qu'elle promeut la *supersedure of action by behavior and of power by operation*. Cela n'est pas sans poser des questions nouvelles.

Dans la division industrielle des arts, des métiers et, plus généralement, du travail, l'artisan était décomposé (et ses morceaux rendus disponibles pour le processus mécanique), mais cela avait lieu en même temps que s'accroissait, en contrepartie, la puissance des médiations qui recomposaient des totalités où il pouvait se retrouver lui-même sous une forme « idéologique » plus abstraite : en tant qu'être humain dans la raison, en tant que sujet dans l'État, en tant que personne dans la libre intimité, etc., autant de formes d'une certitude de « l'universel » qui était l'inconscient des abstractions objectives modernes dont « la » science voulait être la preuve et la caution suprême. Dire maintenant que l'organisation ne sait pas ce qu'elle sait, qu'elle est le lieu d'un savoir désontologisé (Luhmann), qu'elle est un sujet sans réflexivité (Gauchet), l'instance de l'opérativité pure (Lyotard), c'est désigner une modalité d'intégration de la pratique humaine qui n'a pas à avoir de sens pour le « sujet » de la pratique, c'est-à-dire une modalité d'intégration qui ne postule pas davantage la « commune humanité » du sujet qu'elle ne postule l'unité du monde. Invité à faire la découverte du « pluralisme identitaire », l'individu n'aura alors qu'à se prendre d'affection pour chacune des places qu'il occupe successivement dans les organisations, à se prendre pour ce qu'il y est puisqu'il y est quelque chose, quitte à élire passionnellement une de ses fonctions pour en faire son essence. Tout comme chaque organisation est une articulation spécifique de ses pratiques internes au monde extérieur qu'elle s'est donné, tout comme la croissance du savoir d'une organisation est aussi la croissance d'une zone d'obscurité pour les autres (la « boîte noire »), tout comme chaque sous-système met en jeu des médiations qui lui sont propres et qui sont, à la limite, incommensurables entre elles, l'individu ne saute d'un système à l'autre et d'une place à l'autre qu'en rejetant dans l'incompréhensible le rôle qu'il jouait l'instant d'avant; c'est donc dans son corps, dans son psychisme, dans sa santé, dans son bien-être, dans son niveau de consommation ou dans sa « planification financière personnelle » qu'il doit recueillir et intégrer les traces en lui de ses appartenances successives à des mondes qui ne sont consistants qu'à rester extérieurs les uns aux autres. Toute médiation objective de l'action ayant son inconscient propre, les inconscients se multiplient, et si l'on tient à soutenir que la « réflexivité » s'accroît, il faut l'entendre alors au sens de la prolifération de lieux interchangeables d'où le regard sur soi et l'action sur soi sont toujours arbitraires.

En conséquence, les paradigmes qui participent du développement des organisations n'annoncent certainement pas l'avènement « *d'une société* » réflexive, et les paradigmes qui tentent d'entrevoir les conséquences de ce développement le font encore moins. Ce que l'on appelle la *modernisation réflexive* est, d'un côté, la substitution des organisations aux institutions et, de l'autre, l'émergence d'un sujet qui doute être un sujet (comme l'a dit Riesmann), un sujet qui se vide à partir de son centre («transcendental») pour se rabattre sur ses extrémités : sur l'unité de son corps, à un bout, et sur l'identification à des places, à l'autre. Si l'on désigne par *modernisation réflexive* le fait que les capacités opératoires des organisations sont « extérieures » les unes aux autres et si, de la même manière, on désigne le fait que l'individu peut « voir », dans la lumière de son rôle A, la « boîte noire » qu'est son rôle B, il me semble que l'on doit alors aller jusqu'au bout de ce « paradigme » et mettre radicalement en suspens la question de la réflexivité.

Conclusion

Nous sommes ici pour parler de la recherche, du financement de la recherche, des organismes qui orientent la recherche quand ils en contrôlent le financement, des partenaires de la recherche, du transfert des connaissances vers les utilisateurs de résultats, de la réponse aux besoins de recherche des milieux, de l'écoute de la demande sociale et de l'étroite association des chercheurs et des cherchés qui est seule capable de renouveler les paradigmes, de décloisonner les disciplines et de tout recentrer sur les problèmes réels des pratiques et des milieux. L'INRS Culture et Urbanisation étant une boîte de recherche pour laquelle l'enseignement supérieur est un *sideline* et un accessoire, nous pouvons réussir à mener cette discussion en ne faisant que d'allusives références à l'Université, à sa nature et à sa mission. Nous oublions ainsi que l'essentiel de la recherche en sciences humaines et sociales est encore le fait de l'Université, une institution qui hier encore n'avait pourtant rien à voir avec l'infinité des « problèmes », des « milieux » et des « organisations » où nous invitons maintenant « La recherche » à aller faire son recyclage, une institution qui avait par contre tout à voir avec l'idée d'unité du savoir d'où procédait l'effort de tenir à jour des synthèses transmissibles et formatrices, des synthèses qui avaient valeur pour tous quand bien même elles étaient la chose de quelques-uns. L'infinité des paradigmes orphelins de « La recherche » nous cache la radicale perte de pertinence sociétale de ce savoir qui brandit en toute occasion son association aux organisations (celles de la jeunesse jusqu'à celles de la santé en passant par celles des groupes ethniques) pour nous assurer qu'il est encore « savoir de quelque chose ». Que les connaissances de l'économie du savoir aient des objets et même des objectifs, nous n'en doutons pas; il arrive simplement que les diverses lumières que font autour d'eux-mêmes les paradigmes liés à des opérations du système (et à leurs régulations propres) sont incommensurables entre elles et qu'elles sont destinées à rester dans l'obscurité les unes pour les autres.

Puisque j'ai voulu lier ici « l'économie du savoir » et les organisations qui en sont les maîtres, un mot en terminant sur le petit peuple des robots qui font si allègrement galoper les signes dans tous les systèmes : peut-être avons-nous tort de penser (trop

« subjectivement ») que ces robots sont les instruments de NOS échanges. Quelle peut bien être la signification du fait que chacun d'entre nous reçoive à chaque jour plusieurs dizaines de « messages » qui lui sont personnellement destinés, en plus des milliers de messages « persuasifs » qui sont *diffusés* dans sa direction? Quelle est l'utilité des réseaux de communication et d'information de plus en plus denses dont nous, les êtres humains, sommes les relais? Qui est le dindon de la farce dans un système où les savoirs qui sont effectifs s'ignorent les uns les autres pendant que la chair des « liens sociaux » que nous créons et entretenons entre nous devient, en tant que « communication », le ciment de tous ces blocs d'opacité, une sorte de glu à base de farine humaine que nous fournissons aux systèmes?

Les sciences majeures du XX^e siècle se révèlent avoir été des sciences de la dissolution : en physique avec la libération des particules, en chimie avec la combinatoire de la chimie organique, en biologie avec le génie génétique et en sciences sociales avec la logistique de l'opération et de l'organisation, partout nous avons poussé au-delà de toute limite notre capacité de dissoudre les synthèses qui préexistent à notre action et qui sont les conditions d'un minimum d'harmonie entre cette action et le monde qui lui est « donné » (la matière, la vie, la société) et, donc, d'un minimum d'harmonie entre les différents domaines de notre action. La cybernétique vient coiffer (« formellement ») tous les autres pouvoirs de faire sauter des limites et elle le fait en décomposant les cultures et les savoirs en systèmes de circulation de signes (et de signaux), au mieux en dégradant le savoir en direction de l'information. Ce faisant, nous avons inversé le rapport qui doit exister entre le respect « adaptatif » au monde donné et la maîtrise créative de notre manière de l'habiter : nous voilà donc sommés, un à un, de nous adapter servilement les uns aux autres (et, donc, aux tendances de la technique et de l'économie globalisée) alors même que nous développons collectivement une maîtrise sans précédent de la nature et des cultures. De cette manière, ce que les uns font de pire dans l'ordre social devient la norme que les autres s'imposent à eux-mêmes pendant que les manipulations triomphantes qui dissolvent les synthèses qui nous précédaient ne peuvent plus être jugées qu'au regard de leur utilité dans la course adaptative qui nous mène tous ensemble vers des culs-de-sac.

L'idée d'une recombinaison organisationnelle des informations dans une économie du « savoir » repose sur un abus de langage : *pour nous*, il n'y a là nul savoir. De la même manière, peut-être faut-il se demander maintenant si les « liens sociaux » individualisés et personnalisés que nous pouvons créer si librement à l'interface des systèmes qui nous font fonctionner sont vraiment *les nôtres*.